

Recherches sociographiques



Pierre ANCTIL, " *Le Devoir* ", *les Juifs et l'imigration* ; Pierre ANCTIL, *Le rendez-vous manqué : les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*

Richard Jones

Volume 31, numéro 2, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056541ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056541ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jones, R. (1990). Compte rendu de [Pierre ANCTIL, " *Le Devoir* ", *les Juifs et l'imigration* ; Pierre ANCTIL, *Le rendez-vous manqué : les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*]. *Recherches sociographiques*, 31(2), 311-313. <https://doi.org/10.7202/056541ar>

Pierre ANCTIL, « *Le Devoir* », *les Juifs et l'immigration : de Bourassa à Laurendeau*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 172 p.

Pierre ANCTIL, *Le rendez-vous manqué : les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 366 p.

À une époque où le Québec se préoccupe de l'immigration et de l'intégration des « communautés culturelles » à la société francophone, l'expérience d'un groupe particulier, celle des Juifs européens arrivés surtout dans les premières années du vingtième siècle, revêt un intérêt certain. S'il est vrai que les Juifs au pays et dans la province ont déjà fait l'objet de nombreux travaux, les recherches de Pierre Anctil constituent néanmoins une contribution notable.

L'auteur ne s'est pas contenté d'étudier la communauté juive au Québec comme un simple observateur extérieur. Il s'est mis à l'étude de l'hébreu et du yiddish, et il a dépouillé la documentation pertinente déposée dans les fonds d'archives d'institutions juives. En se rapprochant ainsi de son sujet, Anctil a pu acquérir une sensibilité profonde aux perceptions juives. Pourtant, grâce à son souci de la nuance et à son goût de la sobriété dans la parole, il a su éviter de se lancer dans de futiles attaques et de dénonciations combien faciles à l'endroit des antisémites québécois (d'ailleurs peu nombreux à son avis) qu'il a dénichés au cours de ses travaux.

Selon l'auteur, l'antisémitisme qui anima certains intellectuels nationalistes et cléricaux canadiens-français, particulièrement dans les années 1930, peut être lié « le plus souvent », du moins en dehors de ses aspects religieux, au rejet du modernisme. Le Juif fut perçu, tout comme d'autres adversaires notoires, tels que le communiste, le franc-maçon et l'Américain matérialiste, comme un agent de changement social non désiré, une menace grave qui pesait sur la société traditionnelle. Plus tard, notamment après 1960, alors que le Québec se libéralise, se sécularise et se modernise, l'hostilité envers le Juif s'amenuise rapidement. La thèse est séduisante, mais à notre avis elle ne suffit pas pour expliquer le « rendez-vous manqué » entre Canadiens français et Juifs. Nous y reviendrons.

Le lecteur ne manquera pas de s'interroger sur l'utilité de publier deux livres écrits par un même auteur, sur un même sujet, en même temps. On remarquera également que l'un est beaucoup plus important que l'autre sur le plan matériel. Lorsqu'on lit les deux ouvrages ensemble, on s'aperçoit que l'auteur a mené sa recherche en trois volets. Il a d'abord dépouillé des sources portant sur « l'accueil » qui fut fait aux Juifs désireux d'entrer à l'Université McGill et à l'Université de Montréal : ils tentaient de s'assurer une plus grande mobilité sociale. En deuxième lieu, il a étudié certaines questions assez diverses pouvant être regroupées sous le titre de « stratégies d'intégration ». Finalement, il a aussi accumulé un certain matériel sur l'immigration, sur *Le Devoir* et sur les idées de trois de ses directeurs (Henri Bourassa, Georges Pelletier et André Laurendeau). Pour des raisons que nous ignorons, il fut décidé de ne pas intégrer ce dernier volet aux précédents et de le présenter plutôt dans un ouvrage distinct, beaucoup plus modeste. À notre avis, ce fut une erreur.

Nous admettons volontiers que l'auteur a dû faire face à un problème de taille lorsqu'il lui a fallu établir un plan cohérent lui permettant de faire état de l'ensemble de ses recherches, un peu disparates. Malheureusement, le choix qu'il a fait l'a amené à réserver au livre, *Le rendez-vous manqué*, à peu près tout ce qu'il a trouvé de vraiment nouveau. Ce matériel provient de sources juives ainsi que de dépôts d'archives universitaires. Le contenu du second ouvrage aurait pu être sensiblement abrégé et uni au premier. Cette refonte, discutable nous

en convenons, aurait eu l'avantage d'éliminer le livre sur la presse et l'immigration, qui se tient difficilement tout seul. Son titre indique qu'il sera surtout question du journal *Le Devoir*; la réalité est assez différente, car l'auteur consacre de très nombreuses pages à la carrière et à l'évolution des idées de Bourassa et de Laurendeau, à des moments où ils n'y publiaient pas encore. Une grande portion des pages sur Bourassa ou sur l'immigration aurait pu faire partie du *Rendez-vous manqué*. Quant à la bonne douzaine de pages sur le mouvement Jeune Canada, dont a fait partie Laurendeau, elle aurait pu être carrément supprimée en raison de l'étude en long et en large déjà accordée à ce groupe dans les travaux de Denis Chouinard, de Denis Monière et de André-J. Bélanger. De toute façon, Laurendeau n'entra au journal qu'en 1947.

Il aurait fallu corriger certaines coquilles également. Par exemple, le nationaliste Armand Lavergne, fils unique, ne pouvait pas être le frère du curé Édouard-Valmore Lavergne. Le nouveau parti politique surgit à la fin du règne de L.-A. Taschereau ne s'appelait pas l'Alliance libérale nationale mais plutôt l'Action libérale nationale.

La lecture de cet ouvrage nous montre que, somme toute, *Le Devoir* n'avait pas beaucoup de choses à dire sur les Juifs, certainement pas assez même pour en tirer un livre de 170 pages. Sept sont accordées à une bibliographie qui apparaît déjà en totalité dans l'autre livre. Il faut ajouter d'ailleurs qu'en ce qui concerne la facture de l'ouvrage, l'éditeur l'a quelque peu gâchée en laissant subsister un trop grand nombre d'erreurs de français, pas toujours très graves, il est vrai, mais agaçantes à la longue. Nous apprenons que les catholiques pratiquaient « l'obstinance » (p. 54) le vendredi, mais, sans trop savoir ce que ce mot veut dire, et sans vouloir trop couvrir les catholiques d'« opprobre » (p. 46), on peut supposer qu'à l'égard des Juifs ils la pratiquaient tous les jours de la semaine. En outre, même un ancien député comme Bourassa ne peut être en « rupture de banc » (p. 55) avec ses compagnons. Ces commentaires n'enlèvent cependant rien au style de Anctil qui manie la plume avec aisance.

Revenons maintenant à la démonstration de l'auteur. Dans la première partie du *Rendez-vous manqué*, portant sur les tentatives de mobilité sociale chez les Juifs, il brosse d'abord un tableau de la communauté juive de Montréal sur le plan socio-économique. Toutefois, il se consacre surtout (près de 100 pages sur les 125 de cette partie) à faire état des problèmes d'admission que les Juifs ont rencontrés aux deux universités montréalaises. Le lecteur s'étonnera sans doute que, dans un livre où le *leitmotiv* est censé être un rendez-vous entre Juifs et Canadiens français catholiques, qui n'a jamais eu lieu, la première recherche de taille porte sur l'Université McGill, bastion du Montréal anglo-protestant. Nous voyons les autorités universitaires s'inquiéter vivement du nombre accru d'étudiants juifs et prendre des mesures discrètes pour limiter la croissance : elles contingentent les entrées, exigent des notes plus élevées des Juifs que des autres candidats, proposent aux Juifs de l'extérieur de s'adresser à une université de leur ville, etc. Malgré son intérêt évident et en dépit de la recherche originale sur laquelle il repose, ce chapitre ne nous dit rien sur le fameux rendez-vous manqué.

La suite est sans doute plus pertinente; l'auteur poursuit la même recherche mais en rapport avec l'Université de Montréal, établissement où le militantisme catholique est bien entendu de rigueur. Comme on peut s'y attendre, l'accueil des autorités, pour ne pas parler de celui des étudiants, est plutôt froid, et bien peu de Juifs étudient dans cette institution de haut savoir. Et voilà que se termine la première partie de l'ouvrage. N'y a-t-il pas un certain déséquilibre? Après tout, l'auteur discute assez brièvement (vingt-cinq pages) du statut socio-économique des Juifs, mais s'étend — recherches obligent — sur une centaine de pages

quand il analyse la question des admissions universitaires. Évidemment, ne sachant pas tout sur la mobilité sociale des Juifs montréalais, nous ne sommes certainement pas en mesure de comprendre pourquoi, en 1961, d'après les chiffres fournis par la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, les Juifs au Québec avaient un revenu global plus élevé que celui de tous les autres groupes ethniques de la province, et à peu près le double du revenu moyen de la population francophone. N'y a-t-il pas là évidence de mobilité extrêmement rapide chez un groupe d'immigrés ?

Dans la deuxième partie du *Rendez-vous manqué*, Anctil présente le fruit de ses recherches sur diverses questions liées à l'intégration des Juifs. Dans un premier temps, il montre comment le projet de créer des écoles juives séparées a avorté, non seulement en raison de la résistance de l'épiscopat catholique, mais aussi parce que les protestants et même beaucoup de Juifs lui opposaient de farouches réticences. Ensuite, on passe à un chapitre concernant les activités du Congrès juif canadien, et notamment son combat inlassable contre l'antisémitisme de certains intellectuels et hommes d'Église francophones. En troisième lieu, on explore les racines religieuses de l'antisémitisme catholique ainsi que les premières tentatives en vue d'un dialogue œcuménique, animées par le rabbin H. J. Stern et le jésuite Joseph Paré. En ce qui concerne ces trois chapitres, il aurait été utile que l'auteur justifie un peu son plan.

Curieusement, la question linguistique n'est à peu près pas abordée pour expliquer le «rendez-vous manqué». Nous savons fort bien que certains Canadiens français en vue ont été antisémites et que, d'une manière générale, ils s'opposaient à toute immigration. Voilà une attitude certes compréhensible pour un groupe qui craignait que l'afflux de nouveaux arrivants en sol canadien ne fasse qu'accentuer sa condition minoritaire. Mais Anctil juge aussi sévèrement le comportement des Canadiens d'origine britannique. Bien que les francophones se soient adonnés à des violences verbales, cette «hystérie langagière n'approchait en rien, sous l'angle de l'efficacité concrète, la discrète campagne antisémite menée par les milieux financiers et professionnels anglophones de Montréal». L'auteur affirme clairement que les Juifs ne perçurent pas ainsi la réalité. Alors que le Conseil juif canadien s'employait à combattre l'antisémitisme chez des porte-parole de la communauté canadienne-française, l'organisme «ignorait ou décidait de ne pas agir ou même de protester contre les préjugés plus insidieux de l'élite d'affaire anglo-protestante».

Malgré l'antisémitisme courant chez les Canadiens d'origine britannique, malgré les résistances qu'ils opposèrent pour refouler des Juifs qui tentaient de pénétrer dans leurs chasses gardées, les Juifs européens de Montréal, comme d'autres groupes d'immigrants arrivés après eux, se sont anglicisés massivement, et peu d'entre eux ont appris le français. C'est en anglais que le secrétaire général du Congrès juif canadien, H. M. Caiserman, adressait ses lettres de protestation à l'archevêque de Québec ou au *Devoir*. Dans ces circonstances, faut-il s'étonner de ce que la communication entre Juifs et Canadiens français ait été réduite au strict minimum, et que seuls les francophones qui parlaient anglais pouvaient y participer ? En fait, plus nous y pensons, plus nous nous estimons en droit de nous demander si nous sommes réellement devant un «rendez-vous manqué». Ne serait-il pas plus juste de conclure que les deux groupes ne se sont même pas donné rendez-vous ?

Richard JONES

*Département d'histoire,
Université Laval.*